

378 POLITIQUE INTERNATIONALE

Bien sûr, le chercheur ne se contente pas d'attirer notre attention sur ces aspects trop souvent négligés de la réalité russe. Il consacre également de longs développements aux évolutions politiques et sociologiques. Dans ces domaines aussi, Jean Radvanyi s'efforce de présenter un panorama complet des différents mouvements de contestation et ne se limite pas à l'opposition politique qui a fait la « une » des journaux ces dernières années, comme le Front civique uni de Garry Kasparov ou les manifestations de masse contre le tandem Poutine-Medvedev à l'hiver 2011 et au printemps 2012. L'auteur décèle des signes d'éveil de la société dans toutes sortes d'initiatives. Il cite, en particulier, la lutte contre la destruction du patrimoine par les promoteurs immobiliers et analyse le « syndrome de Pikalevo » — du nom de cette petite ville de la région de Saint-Petersbourg où, en mai 2009, des ouvriers conduits par les syndicats ont barré la route fédérale Vologda/Saint-Petersbourg afin de protester contre la fermeture des trois usines locales. Il a fallu l'intervention de Vladimir Poutine en personne pour que le problème soit résolu, et les usines ressuscitées. Il s'agit d'un exemple emblématique : d'une part, la crise n'a été réglée que grâce à une décision prise au plus haut niveau de l'État ; d'autre part, cette action avait été provoquée par l'activisme local. La société n'est pas restée inerte, mais les solutions demeurent l'apanage du numéro un...

Dans le même chapitre, Jean Radvanyi aborde l'arbitraire policier et la corruption endémique, deux plaies purulentes de la société russe. Une fois de plus, il essaie de sortir des sentiers battus en exposant des affaires peu connues du public français comme, par exemple, le supplice en mars 2012 d'un citoyen ordinaire de Kazan, Sergueï Nazarov, arrêté à tort par la police qui recherchait l'auteur d'un vol. Afin de le forcer à reconnaître ce larcin qu'il n'avait pas commis, les agents du commissariat lui infligèrent des tortures barbares. Nazarov est mort le lendemain des suites de ses blessures. La presse, scandalisée, a aussitôt révélé des dizaines de cas similaires, survenus dans tout le pays ; mais si les responsables immédiats de la mort de Nazarov furent limogés, le ministre de l'Intérieur, Rachid Nourgaliev, conserva son poste. Et Jean Radvanyi de conclure que « seule une réforme profonde de l'ensemble du système politique pourrait mettre un terme à ces dérives dont le soutien essentiel reste la quasi-impunité dont bénéficient l'ensemble des porteurs d'autorité, quels que soient leurs actes ». Une telle réforme, chacun le sait bien, n'est pas à l'ordre du jour...

En fin de compte, ce livre, formidable invitation au voyage et à la rencontre avec les Russes — simples citoyens, intellectuels, activistes de la société civile, hommes d'affaires, chamans, archéologues, artistes et tant d'autres —, offre une réflexion vive et stimulante sur le destin d'un pays multiforme que peu de spécialistes connaissent aussi bien que M. Radvanyi.

Olga Graevski

HYDROCARBURES ET CONFLITS DANS LE MONDE

Françoise Ardillier-Carras (sous la dir.), Philippe Boulanger, Didier Ortolland

Éditions Technip, 2013, 267 p.

Cet ouvrage collectif offre un éclairage complet sur l'un des aspects les plus brûlants des relations internationales : la géopolitique des hydrocarbures. Il s'ouvre sur une analyse des composantes géographiques, historiques, sociales et économiques du système pétrogazier, signée de la géographe Françoise Ardillier-Carras. Avec une grande clarté, elle expose la répartition spatiale des champs pétrolifères et gaziers, les obstacles naturels au transport des hydrocarbures, les exigences du raffinage et du

NOTES DE LECTURE 379

stockage, le poids relatif des États et des majors de l'énergie dans la production et le mécanisme de fixation des prix. Elle conclut par un rappel de la récente remise en cause de la notion de « peak oil » grâce au progrès technique : « On assiste, dans les années 2005-2007, à une inversion de tendance sous l'effet conjugué de formidables progrès technologiques et de découvertes prometteuses de nouveaux gisements », souligne-t-elle. Ce phénomène va modifier profondément les rapports de forces des consommateurs avec les producteurs historiques (Moyen-Orient, Russie, Afrique du Nord, Venezuela) et engendrer un autre équilibre pour la sécurité géopolitique. D'une situation de pénurie annoncée, dans laquelle les producteurs étaient en position de force, on va passer à une situation de relative abondance. En outre, de nouveaux producteurs arrivent sur le marché : la géographie de la production est significativement modifiée.

Dix-huit cartes en couleurs, fort utiles, localisent les principaux gisements de par le monde (à noter que les récentes découvertes au large d'Israël et du Liban sont décrites par écrit mais non par les cartes) ; permettent de visualiser les oléoducs et les gazoducs construits ou projetés ; et illustrent les tensions liées aux hydrocarbures : limites des plateaux continentaux et des eaux territoriales, zones de conflit, présence de réfugiés, bases militaires...

Ces tensions font précisément l'objet de la contribution de Philippe Boulanger, lui aussi géographe. Il commence par rappeler la notion de « zone grise » : une zone territoriale sur laquelle aucun État n'exerce un contrôle réel. L'existence de ressources en hydrocarbures dans un pays favoriserait-elle l'apparition et le maintien de ces zones grises ? « La "malédiction des ressources" n'est pas systématique », indique-t-il, présentant l'exemple du Botswana qui a su mettre en place une exploitation raisonnée de ses gisements. Il reste que, ces dernières décennies, de nombreux conflits ont eu pour objectif la maîtrise de ressources, poursuit l'auteur : et de citer l'Angola, l'Indonésie, le Soudan... Le constat, de ce point de vue, est sombre : même quand les combattants parviennent finalement à s'entendre, l'existence de ressources naturelles augmente le risque d'une reprise ultérieure des affrontements.

Philippe Boulanger liste ensuite, exemples détaillés à l'appui, toutes les relations possibles entre conflits et hydrocarbures. Ces derniers peuvent causer des conflits entre États, de même que des luttes entre un État et une ethnie présente sur son territoire. Des coalitions internationales peuvent également intervenir militairement dans une région pour garantir l'exploitation et le transport de ces indispensables ressources. Toutefois, il arrive aussi que les hydrocarbures soient facteurs de paix, comme lorsqu'ils permettent de financer la reconstruction après une guerre — ce fut le cas au Koweït ou au Timor-Oriental.

La troisième partie, intitulée « Les routes de l'énergie », rédigée par Didier Ortolland, conseiller au ministère des Affaires étrangères, est la plus stimulante parce que la plus prospective. Elle s'intéresse tout d'abord aux « tubes » — oléoducs et gazoducs — puis au transport maritime, et analyse, dans chaque cas, la stratégie des principaux protagonistes. À commencer par la Russie, premier producteur mondial de pétrole et l'un des premiers producteurs de gaz. On comprend mieux, à l'aune de cette lecture, les rapports souvent complexes entre la Russie et les anciennes républiques d'URSS, mais aussi la stratégie européenne visant à réduire sa dépendance envers l'énergie russe, la place de la Turquie sur cet échiquier pétro-gazier ou encore l'arrivée de la Chine sur le marché centre-asiatique.

Quant au transport des ressources venant du Moyen-Orient, « le choix de la voie maritime répond essentiellement à des considérations politiques », constate Didier Ortolland, avant de détailler les différentes voies maritimes et les goulets d'étranglement que représentent les détroits et les canaux. « Le contrôle des voies maritimes constitue jusqu'à présent un monopole *de facto* de la marine américaine », note l'analyste. Mais cet état de fait n'est pas immuable : la Chine est « appelée inéluctablement à devenir une puissance maritime » afin, notamment, de sécuriser son approvisionnement énergétique. Une tendance qui ne sera pas sans causer, là aussi, une certaine tension internationale.

380 POLITIQUE INTERNATIONALE

On l'aura compris : cet ouvrage synthétique éclaire parfaitement l'un des enjeux économiques et politiques majeurs du monde contemporain.

Caroline Morange

CHINDIAFRIQUE

La Chine, l'Inde et l'Afrique feront le monde de demain

Jean-Joseph Boillot et Stanislas Dembinski

Odile Jacob, 2013, 368 p.

Jean-Joseph Boillot et Stanislas Dembinski se livrent à un exercice ambitieux de prospective. Leur thèse se présente sous la forme d'un néologisme forgé pour marquer les esprits. Pour eux, la Chine, l'Inde et l'Afrique feront le monde de demain.

Les chiffres parlent d'eux-mêmes. Sur une planète qui comptera environ 8 milliards d'habitants en 2030, la Chine, l'Inde et l'Afrique en pèseront 1,5 milliard chacune. Grâce à la double baisse de la mortalité et de la natalité, elles connaîtront l'une après l'autre trois « pics » dans leur population active : la Chine la vit actuellement, ce qui explique sa formidable croissance économique ; l'Inde et l'Afrique l'expérimenteront plus tard au cours du XXI^e siècle. Les progrès de l'éducation combinés à cette démographie galopante provoqueront un basculement du « capital humain » (mesuré par le nombre moyen d'années de scolarisation de la population active) : Chindiafrique devrait fournir les trois quarts du nouveau capital humain en 2030. La combinaison de tous ces facteurs conduit logiquement sinon à un « renversement » du moins à un « basculement » de l'économie mondiale : la part de Chindiafrique dans le PNB mondial passera de 25 à 45 % d'ici à 2030.

Le concept de Chindia n'est pas nouveau. Inventé par Jairam Ramesh en 2005, il désigne les deux géants d'Asie les plus peuplés et dont le potentiel de croissance est le plus prometteur. En revanche, associer l'Afrique à ce duo est plus novateur et ne va pas sans soulever quelques interrogations.

La première est la légitimité à considérer l'Afrique, composée de 54 États souverains, comme un acteur unique, sur le plan tant économique que politique. Tout en reconnaissant la grande diversité du continent africain (ils distinguent, par exemple, plusieurs modèles selon que la transition démographique a déjà eu lieu — Ghana, Gabon — ou qu'elle reste à venir — Niger, Tchad), les auteurs soulignent la force du sentiment d'appartenance qui anime les Africains. Ils mettent également en évidence l'hétérogénéité qui caractérise les immenses espaces étatiques chinois et indien.

La deuxième est la capacité de l'Afrique à jouer un rôle économique ou politique similaire à celui de la Chine ou de l'Inde. Le postuler, c'est lancer un pari audacieux à la fois sur ses perspectives de développement et sur son aptitude à dépasser ses rivalités étatiques pour parler d'une seule voix. Toutes choses égales par ailleurs, le défi n'est pas sans rappeler celui auquel l'Europe est confrontée.

La troisième concerne l'exclusion d'autres géants : le Brésil, voire la Russie. En d'autres termes, la question posée est celle de la différence entre Chindiafrique et les BRICS. Les auteurs répondent à cette objection en expliquant que ni le Brésil ni la Russie n'ont le poids démographique ou l'influence économique de la Chine, de l'Inde ou de l'Afrique.

La quatrième est la signification géopolitique de ce basculement. Que la Chine, puis l'Inde et enfin l'Afrique enregistrent tour à tour une croissance économique qui